Pourquoi repenser le financement des infrastructures au Québec et au Canada en 2026 ?

3 mars 2026

Auteurs

David Tournier

Associé, Avocat

Jessy Menard

Avocat

Le financement des infrastructures, qu'il s'agisse d'entretenir celles qui nous ont été léguées, de construire celles dont nous avons besoin aujourd'hui, ou d'anticiper celles qui seront indispensables, constitue l'un des plus grands défis de nos sociétés modernes. Les infrastructures civiles, industrielles et énergétiques sont des actifs essentiels au bien commun, mais leur entretien et leur modernisation exigent des investissements colossaux. Or, les finances publiques sont exsangues, limitant la capacité des gouvernements à agir seuls. Dans ce contexte, il devient crucial de recourir à tous les modes de financement disponibles, en intégrant des capitaux privés et en concevant des outils financiers innovants.

C'est dans cette perspective que nous proposons une série de six articles consacrés au financement des infrastructures au Québec et au Canada. Nous présenterons les enjeux de ces investissements stratégiques et mettrons en lumière des solutions concrètes pour y faire face. Ce premier opus dresse d'abord un état des lieux au Québec et au Canada, avant de souligner les défis actuels et les solutions qui façonneront les infrastructures de demain.

État des lieux au Québec et au Canada

Au Québec, l'investissement public en matière d'infrastructures est encadré par le *Plan québécois des infrastructures* (le « PQI »), qui prévoit pour la période 2025-2035, l'injection de 164 milliards de dollars[1]. Le PQI est un outil de planification gouvernementale qui recense et priorise les projets d'infrastructures majeurs dans l'ensemble des secteurs publics. Dans sa mouture actuelle, le PQI accorde une attention particulière à la pérennité des infrastructures existantes, qui absorberont près de 65 % des sommes prévues, l'objectif étant de maintenir en état un patrimoine public qui accuse

Copyright (c) Lavery, de Billy, S.E.N.C.R.L. - L.L.P.

un retard chronique d'entretien. Les investissements sont principalement orientés vers :

- les transports routiers (36 G$);
- la santé (28 G$);
- l'éducation (23 G$);
- et les transports collectifs (9 G$).

En matière d'infrastructures énergétiques, le Québec s'est engagé dans une transformation majeure. Selon le *Plan d'action 2035* d'Hydro-Québec, la province s'est donnée comme objectif de doubler sa capacité de production d'électricité d'ici 2050, avec comme cible intermédiaire d'ajouter 60 térawattheures (TWh) en 2035. Ce plan implique des investissements de plus de 100 milliards de dollars pour la construction de nouveaux barrages, de parcs éoliens et de réseaux de transport d'électricité, afin de répondre à la croissance de la demande liée à l'électrification et à la transition énergétique[2].

À l'échelle canadienne, la question énergétique est également au cœur des priorités. On assiste à une résurgence du nucléaire, avec plusieurs provinces (Ontario, Nouveau-Brunswick, Alberta, Saskatchewan) qui comptent sur la mise en service de petits réacteurs modulaires (PRM)[3] pour décarboner leur production et assurer la sécurité énergétique. Parallèlement, la pression demeure forte pour la construction de nouveaux pipelines afin de soutenir l'exportation des hydrocarbures, notamment vers l'Asie et l'Europe, dans un contexte de transition énergétique et de sécurité des approvisionnements[4].

Au niveau fédéral, le budget 2025 concrétise les ambitions d'investissement[5] du premier ministre Mark Carney pour faire face à des enjeux cruciaux tels que le logement, le transport, la résilience climatique et l'accessibilité. Un des programmes phares au niveau fédéral est la création de Maisons Canada[6], une nouvelle agence mise sur pied en septembre 2025 et dotée d'une enveloppe de 13 milliards de dollars. Ce programme vise à accélérer la construction de logements abordables, à utiliser les terrains publics comme levier et à adopter des techniques modernes comme la construction modulaire ou en bois. Parallèlement, le premier ministre a annoncé le 11 septembre une première série de projets énergétiques, portuaires et miniers d'envergure nationale, en plus d'exprimer le souhait d'ajouter d'autres projets au cours des prochaines années. Cette liste inclut notamment l'expansion du port de Montréal à Contrecœur.

Défis actuels

Le déficit de maintien des actifs, c'est-à-dire le montant estimé des infrastructures en mauvais état ou très mauvais état, est chiffré par le gouvernement du Québec en 2025 à plus de 40 milliards de dollars. C'est donc cette somme qu'il serait nécessaire d'investir dès aujourd'hui pour simplement ramener le réseau à un état jugé acceptable.

Outre la remise en état des infrastructures vieillissantes, il importe également de rendre les infrastructures existantes plus résilientes — rappelons par exemple qu'en 2024, les inondations provoquées par l'ouragan Debby ont causé pour 2,5 milliards de dollars de dommages dans le sud du Québec[7] — et plus sobres en carbone, si nous souhaitons un jour que le Québec atteigne ses objectifs climatiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, la modernisation doit intégrer l'adaptation aux changements climatiques, la cybersécurité et la gestion intelligente des réseaux.

Il faut accélérer la construction de nouvelles infrastructures pour assurer la prospérité du Canada. En 2023, la Société canadienne d'hypothèques et de logement rappelait que 3,5 millions de nouveaux logements seront nécessaires d'ici 2030 pour rétablir l'abordabilité au pays[8]. À cela s'ajoutent les besoins en infrastructures énergétiques, de transport et de santé, qui s'intensifient sous l'effet de la croissance démographique, de la transition énergétique, de la réindustrialisation

Copyright (c) Lavery, de Billy, S.E.N.C.R.L. - L.L.P.

souhaitée et, dans l'avenir, de l'utilisation croissante de l'énergivore intelligence artificielle.

Pour répondre à ces enjeux, les gouvernements font cependant face à un manque crucial de liquidités. Le budget 2025 d'Ottawa comprend un déficit de 78 milliards de dollars[9], et celui du gouvernement du Québec, un déficit record de 13,6 milliards de dollars[10]. Ces déficits structurels limitent considérablement leur marge de manœuvre budgétaire et les obligent à faire des choix entre les différents enjeux auxquels nos sociétés sont confrontées. Enfin, au niveau municipal, les municipalités sont tenues par la loi de présenter un budget équilibré, ce qui, face à la hausse des dépenses et la nécessité électorale de ne pas augmenter considérablement les impôts, limite les investissements possibles.

Solutions possibles : Capitaux privés et innovations financières

Face à la pression croissante sur les finances publiques, notamment au niveau municipal, les gouvernements ne peuvent plus assumer seuls le coût de modernisation et de développement des infrastructures. Dans ce contexte, la mobilisation accrue des capitaux privés et l'innovation financière deviennent incontournables pour combler l'écart entre les besoins et les capacités financières publiques.

Parmi les solutions privilégiées figurent les partenariats public-privé, la tarification intelligente (péages, redevances d'usage, tarification dynamique) et la mobilisation de l'épargne institutionnelle, notamment par l'intermédiaire des fonds de pension, des compagnies d'assurance et des fonds d'investissement.

Les fonds de pension et les compagnies d'assurance sont particulièrement attirés par les projets d'infrastructures. Leur horizon d'investissement à long terme s'accorde bien avec la durée de vie des projets et les flux de revenus stables qu'ils génèrent. C'est par exemple le cas du Fonds de solidarité FTQ, qui dispose d'un fonds dédié à l'immobilier[11].

Les banques sont des acteurs clés dans la réalisation de projets d'infrastructure. Par l'offre de financements hybrides, combinant prêts à taux avantageux et garanties publiques pour sécuriser les investissements dans des projets critiques comme les autoroutes, les ponts ou les réseaux ferroviaires.

Enfin, on remarque que les fonds d'investissement se tournent de plus en plus vers le financement d'infrastructures, comme en témoigne l'exemple de BlackRock[12]. BlackRock a récemment renforcé sa position dans ce secteur en acquérant Global Infrastructure Partners pour 12,5 milliards de dollars, créant ainsi une plateforme d'investissement de premier plan dans les marchés privés d'infrastructures. Cette acquisition, combinée à des partenariats stratégiques avec des acteurs comme Microsoft, vise à répondre à la demande croissante d'infrastructures numériques et énergétiques essentielles pour soutenir les avancées technologiques et l'économie numérique. Par ailleurs, l'achat de ports clés du canal de Panama pour 23 milliards de dollars démontre l'engagement de BlackRock envers des actifs d'infrastructure critiques à l'échelle mondiale. Ces investissements motivés par la volonté de diversifier ses portefeuilles et de se protéger contre l'inflation permettent une intégration de professionnels dans la réalisation des projets.

Si ces approches permettent de diversifier les sources de financement, d'accélérer la réalisation des projets et de répartir les risques entre les secteurs public et privé, elles soulèvent également des enjeux de gouvernance, de transparence et d'acceptabilité sociale, qui nécessitent une attention particulière pour garantir l'intérêt public à long terme.

Le financement des infrastructures au Québec et au Canada doit impérativement évoluer pour répondre au déficit d'entretien, aux exigences de la transition énergétique et aux contraintes budgétaires croissantes. Les capitaux privés, qu'il s'agisse de fonds de pension, de banques ou de

Copyright (c) Lavery, de Billy, S.E.N.C.R.L. - L.L.P.

fonds spécialisés, offrent une solution incontournable pour soutenir l'effort collectif.

Au-delà de la diversification des sources de financement, l'émergence d'innovations contractuelles et financières, telles que les contrats de performance, les obligations vertes ou les modèles de partage de risques, ouvre de nouvelles perspectives pour attirer les investisseurs privés tout en protégeant l'intérêt public. Notre prochain article présentera en détail ces nouveaux outils et mécanismes, ainsi que les conditions de leur succès dans le contexte québécois et canadien.

---

1. Gouvernement du Québec (25 mars 2025). Plan québécois des infrastructures 2025-2035 : le gouvernement du Québec se donne les moyens de réaliser ses engagements et de soutenir l'économie québécoise. https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/plan-quebecois-des-infrastructures-2025-2035-le-gouvernement-du-quebec-se-donne-les-moyens-de-realiser-ses-engagements-et-de-soutenir-leconomie-quebecoise-61815
2. Hydro-Québec (2 novembre 2023). *Vers un Québec décarboné et prospère. Plan d'action 2035 d'Hydro-Québec. https://www.hydroquebec.com/data/a-propos/pdf/plan-action-2035.pdf*
3. Régie de l'énergie du Canada (20 août 2025). *Aperçu du marché : Le rôle du Canada dans le développement de la technologie du petit réacteur modulaire*. https://neb-one.gc.ca/fr/donnees-analyse/marches-energetiques/apercu-marches/2025/apercu-marche-le-role-du-canada-dans-le-developpement-de-la-technologie-du-petit-reacteur-modulaire.html
4. Underground Infrastructure (Septembre 2025). *Canada eyes new pipelines to boost energy security, cut U.S. reliance*. https://undergroundinfrastructure.com/magazine/2025/september-2025-vol-80-no-9/features/canada-eyes-new-pipelines-to-boost-energy-security-cut-us-reliance
5. Premier ministre du Canada (5 novembre 2025). Le premier ministre Carney présente le plan du Budget 2025 pour bâtir des communautés fortes. https://www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2025/11/05/premier-ministre-mark-carney-presente-plan-du-budget-2025-batir-des-communautes-fortes
6. Gouvernement du Canada (14 septembre 2025). *Le premier ministre Carney lance l'organisme Maisons Canada pour accélérer la construction résidentielle au pays*. https://www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2025/09/14/premier-ministre-carney-lance-lorganisme-maisons-construction
7. Bureau d'assurance du Canada (13 septembre 2024). Événement météorologique le plus coûteux de l'histoire du Québec : les inondations d'août causent près de 2,5 milliards de dollars de dommages assurés [PDF]. https://bac-quebec.qc.ca/media/kozngael/nr-2024-09-10-qc_flooding_estimates_sept4-24_v04_pb_fr.pdf
8. Société canadienne d'hypothèques et de logement (23 juin 2023). *Pénurie de logements au Canada – Mise à jour sur la quantité de logements nécessaire d'ici 2030*. https://assets.cmhc-schl.gc.ca/sites/cmhc/professional/housing-markets-data-and-research/housing-research/research-reports/2023/housing-shortages-canada-updating-how-much-we-need-by-2030-fr.pdf
9. Radio-Canada (4 novembre 2025). *Budget fédéral : dépenses de taille, compressions humbles et un déficit qui se creuse*. https://ici.radio-canada.ca/rci/fr/nouvelle/2205360/budget-federal-depenses-compressions-investissements-deficit-2025
10. Banque Royale du Canada (25 mars 2025). *Budget du Québec 2025 : un déficit record et un retour conditionnel à l'équilibre dans un avenir lointain*. https://www.rbc.com/fr/economique/analyse-pour-le-canada/previsions-provinciales-et-budgetaires/budgets-provinciaux-et-enonces-economiques/budget-du-quebec-2025-un-deficit-record-et-un-retour-conditionnel-a-lequilibre-dans-un-avenir-lointain/
11. Fonds immobilier de solidarité FTQ (2025). *Qui nous sommes*. https://www.fondsftq.com/fr-ca/entreprise/fonds-immobilier/qui-nous-sommes
12. Business Economy (6 mars 2025). *Pourquoi BlackRock investit massivement dans les infrastructures*. https://www.businesseconomy.com/latest-news/why-blackrock-is-investing-heavily-in-infrastructure/

Copyright (c) Lavery, de Billy, S.E.N.C.R.L. - L.L.P.